

Le programme de développement durable adopté par les Nations unies constitue la réponse de la communauté internationale aux tendances et défis mondiaux en matière de développement durable. Le programme qui s'articule autour des objectifs de développement durable est un cadre politique porteur de

changement visant à supprimer la pauvreté et à parvenir au développement durable à l'échelle mondiale. Il repose sur une approche équilibrée des dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable. Il intègre les questions fondamentales de la gouvernance et des sociétés

pacifiques en tenant compte des liens essentiels qui existent entre ses différents objectifs. Il doit être mis en oeuvre dans son ensemble et non de manière sélective. Le passage des objectifs du millénaire pour le développement aux objectifs de développement durable reflète l'évolution de l'approche du

développement mondial. Cette approche, fondée sur le développement durable et les droits de l'homme, est pleinement compatible avec les valeurs et principes de l'Union européenne. Des partenariats multipartites sont essentiels pour la mise en oeuvre des objectifs de développement durable.

L'Union européenne et ses États membres sont résolus à assurer une vie digne pour tous, une vie qui concilie la prospérité et l'efficacité économiques dans une société pacifique en faisant la part belle à l'inclusion sociale et la responsabilité environnementale. À cet effet, les efforts seront axés sur la

suppression de la pauvreté, la réduction des vulnérabilités et la lutte contre les inégalités afin de garantir que personne ne soit laissé de côté. En contribuant à la réalisation de ce programme, l'Union européenne et ses États membres favoriseront également une Europe plus forte, plus durable,

plus inclusive, plus sûre et plus prospère. L'Union européenne et ses États membres doivent relever les défis et saisir les occasions qui se présentent aujourd'hui au niveau mondial. Ils mettront en oeuvre le programme dans l'ensemble des politiques intérieures et extérieures grâce à une approche globale et

stratégique intégrant de manière équilibrée et cohérente les trois dimensions du développement durable et en tenant compte des liens qui existent entre les différents objectifs de développement durable ainsi que plus largement des effets de leurs actions nationales aux niveaux international et mondial.

Pour atteindre ces objectifs communs, il est essentiel que l'Union européenne agisse dans un esprit d'unité. L'Union européenne et ses États membres s'engagent donc à mieux travailler ensemble. Une plus grande cohérence est nécessaire entre les États membres et les institutions de l'Union

européenne. L'Union européenne et ses États membres doivent être unis dans la diversité en tirant parti d'une variété d'expériences et d'approches et en restant conscients de leurs avantages comparatifs respectifs. Le dialogue politique constitue un moyen important pour faire progresser les

principes du développement. Il a également une dimension préventive visant à garantir le respect des valeurs de l'Union européenne. L'Union européenne et ses États membres intégreront le respect des droits de l'homme, de la démocratie, de l'état de droit et de l'égalité des sexes dans

leur dialogue politique. Ce dialogue sera mené avec les gouvernements des pays partenaires. Dans un contexte plus large, il constituera également un important cadre d'action permettant de favoriser une vision commune, d'examiner régulièrement les progrès accomplis et de définir des mesures

de soutien appropriées. L'Union européenne et ses États membres accordent de l'importance à la participation des organisations de la société civile au développement et encouragent tous les intervenants de la société à s'engager activement. Ils sont conscients des rôles multiples que jouent

les organisations de la société civile en tant que promoteurs de la démocratie et défenseurs des droits de l'homme, de l'état de droit et de la justice sociale. L'Union européenne et ses États membres créeront un espace dévolu à la société civile et intensifieront leur soutien aux capacités des

organisations de la société civile de manière à accroître leur contribution dans le processus de développement et à favoriser le dialogue politique, social et économique. Tout en étant conscients que le programme doit être mis en oeuvre dans son ensemble et non de manière sélective, l'Union européenne et ses États membres tiendront compte d'une série d'éléments transversaux pour parvenir au développement durable et accélérer le changement, tels que les jeunes, l'égalité des sexes, la mobilité et la migration, l'énergie durable et le changement climatique, l'investissement et le commerce, la bonne gouvernance, la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme, un engagement novateur à l'égard des pays en développement plus avancés, ainsi que la mobilisation et l'utilisation des ressources nationales. La croissance démographique et les évolutions démographiques mondiales, associées aux changements économiques, sociaux et environnementaux, offrent des possibilités de développement durable mais posent également de sérieux problèmes en la matière. Il est essentiel de répondre aux besoins des enfants et des jeunes en termes d'éducation afin de promouvoir une citoyenneté responsable, de développer des sociétés durables et prospères et de stimuler l'emploi des jeunes. L'éradication de la pauvreté, la lutte contre les discriminations et les inégalités et la volonté de ne laisser personne de côté sont au coeur de la politique de l'Union européenne en matière de coopération au développement. La pauvreté est un phénomène pluridimensionnel qui revêt des aspects économiques, sociaux, environnementaux, culturels et politiques. L'Union européenne et ses États membres poursuivront leur lutte contre la faim et toutes les formes de malnutrition ainsi que la promotion d'une couverture de santé mondiale, un accès universel à une éducation et une formation de qualité, une protection sociale adéquate et durable et un travail décent pour tous dans un environnement sain. Les progrès accomplis dans ces domaines fourniront une base plus solide pour le développement durable.

La sous-alimentation et la malnutrition sont des obstacles majeurs au développement et un fardeau à vie car elles causent des déficits cognitifs, limitent les capacités scolaires des enfants et se traduisent par une mauvaise santé et une productivité économique réduite. L'Union européenne et ses États membres travailleront pour garantir l'accès de tous à une alimentation abordable, sûre, suffisante et nutritive. L'Union européenne et ses États membres déploieront de manière coordonnée et accélérée des efforts transsectoriels pour éliminer la faim, accroître les capacités d'une production alimentaire locale et régionale diversifiée, garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcer la résilience des plus vulnérables en particulier dans les pays confrontés à des crises prolongées ou récurrentes. Ils continueront à investir dans le développement des jeunes enfants en luttant contre toutes les formes de malnutrition y compris les retards de croissance et l'amaigrissement des enfants par un soutien en faveur de services de base dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de la protection sociale. L'Union européenne et ses États membres aideront les communautés les plus pauvres à améliorer l'accès de tous à la terre, à la nourriture, à l'eau et à une énergie propre, abordable et durable, tout en évitant tout effet dommageable sur l'environnement. Ils encourageront des initiatives stratégiques et aideront les pays partenaires à planifier et mettre en oeuvre une approche intégrée pour répondre concrètement aux interconnexions les plus pertinentes entre la terre, les denrées alimentaires, l'eau et l'énergie. L'augmentation considérable de la demande en eau et les pénuries d'eau qui interviendront au cours des prochaines décennies poseront des défis majeurs notamment en termes d'adaptation au changement climatique. L'accès universel à une eau potable saine, à l'assainissement et à l'hygiène est une condition préalable à la santé, au bien-être, à la croissance

et à la productivité. Les ressources en eau sont en outre particulièrement exposées à la dégradation de l'environnement, y compris au changement climatique qui menace l'agriculture et la sécurité alimentaire. L'Union européenne et ses États membres appuieront une gestion durable et intégrée de l'eau

ainsi qu'une utilisation plus efficace du recyclage de l'eau notamment dans le cadre d'une approche plus stratégique du développement et de l'intégration au niveau régional. La santé est au coeur de la vie des gens et constitue un élément fondamental d'une croissance et d'un développement équitables

et durables en ce y compris l'éradication de la pauvreté. L'Union européenne et ses États membres réaffirment être résolus à protéger et à promouvoir le droit de chacun de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible permettant la dignité humaine, le bien-être et la prospérité.

Ils continueront à soutenir les pays partenaires dans leurs efforts pour bâtir des systèmes de santé solides, résilients et de bonne qualité en assurant un accès équitable aux services de santé et à la couverture de santé universelle. À cet effet, l'Union européenne et ses États membres apporteront

un soutien aux pays en développement dans la formation, le recrutement, le déploiement et le perfectionnement des personnels de santé. Ils encourageront la recherche, l'investissement et le développement dans le domaine des nouvelles technologies de la santé. Garantir l'accès à une

éducation de qualité pour tous est une condition préalable à l'emploi des jeunes et au développement durable. L'Union européenne et ses États membres apporteront leur soutien à un apprentissage tout au long de la vie ouvert à tous et à une éducation équitable de qualité en particulier pendant la

petite enfance et les années d'enseignement primaire. Ils favoriseront l'enseignement secondaire et supérieur, la formation technique et professionnelle ainsi que l'apprentissage du travail et la promotion des adultes y compris dans les situations d'urgence ou en cas de crise.

Une attention particulière sera accordée aux possibilités d'éducation et de formation offertes aux filles et aux femmes. L'Union européenne et ses États membres redoubleront d'efforts pour faire en sorte que chacun ait les connaissances, les aptitudes, les compétences et les droits dont il a besoin pour vivre dignement, participer pleinement à la société en tant qu'adulte responsable et productif et contribuer au bien-être social, économique et environnemental de sa communauté. Il est nécessaire de prêter attention aux besoins, aux droits et aux aspirations des enfants. Parmi les mesures qui donnent les meilleurs résultats économiques et sociaux figurent les interventions globales en faveur de la petite enfance. L'Union européenne et ses États membres redoubleront d'efforts pour offrir aux enfants un environnement sûr et favorable car c'est là un élément important pour favoriser l'émergence d'une population jeune en bonne santé qui soit en mesure d'atteindre tout son potentiel. Ils estiment en outre que chaque enfant mérite une enfance pacifique et une éducation de qualité y compris dans les situations d'urgence et de crise pour éviter le risque d'une génération perdue. L'Union européenne et ses États membres collaboreront avec les pays partenaires pour améliorer la protection des enfants et leur participation aux décisions qui les concernent. Les personnes handicapées sont souvent les plus pauvres de leur communauté. L'Union européenne et ses États membres prendront en compte les besoins spécifiques des personnes handicapées dans le cadre de la coopération au développement. La création d'emplois de bonne qualité en nombre suffisant pour les jeunes restera un défi essentiel. Des politiques ciblées et des investissements appropriés sont nécessaires pour promouvoir les droits des jeunes, faciliter leur engagement dans la vie sociale, civique et économique et assurer leur pleine contribution à une croissance inclusive et au développement durable. Les jeunes devraient également participer à des processus démocratiques et assumer un rôle de premier plan. Négliger l'éducation,

l'emploi et les besoins sociaux et politiques des jeunes affaiblira la réalisation des objectifs de développement durable et rendra les jeunes vulnérables à la criminalité et à la radicalisation en particulier dans les situations de conflit. L'Union européenne et ses États membres se concentreront sur des actions concrètes pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes en particulier des jeunes filles et des femmes en augmentant les possibilités d'emplois de qualité et d'entrepreneuriat au travers de politiques efficaces en matière d'éducation, de formation professionnelle et de développement des compétences ainsi que l'accès aux technologies et services numériques. Le but est d'exploiter la capacité d'innovation numérique et de créer des opportunités pour bénéficier des progrès technologiques. L'Union européenne et ses États membres chercheront également à renforcer les droits des jeunes et leur autonomie dans la conduite des affaires publiques notamment en encourageant leur participation aux économies, aux sociétés et aux processus décisionnels au niveau local dans le cadre des organisations de la jeunesse. L'égalité entre les femmes et les hommes de tous âges est essentielle pour le développement durable. Elle a un effet multiplicateur sur le processus d'éradication de la pauvreté et se révèle fondamentale pour le développement de sociétés démocratiques fondées sur les droits de l'homme, la justice sociale et la durabilité. En outre, il existe une corrélation positive entre l'égalité des sexes et une prospérité accrue, une plus grande stabilité et l'obtention de meilleurs résultats dans des domaines tels que la santé et l'éducation. L'Union européenne et ses États membres considèrent les femmes et les filles comme des acteurs essentiels du développement et du changement et sont conscients du rôle qu'elles jouent dans le règlement des conflits, la consolidation de la paix et les interventions humanitaires. De nombreuses femmes continuent cependant à être privées de droits, de ressources et de parole.